



HAL
open science

Etudes africaines : l'exotisme est-il devenu banal ? Décentrement du regard, comparatisme et doxa disciplinaire

Richard Banégas

► To cite this version:

Richard Banégas. Etudes africaines : l'exotisme est-il devenu banal ? Décentrement du regard, comparatisme et doxa disciplinaire. Les Dossiers du CERI, 2015. hal-03568196

HAL Id: hal-03568196

<https://sciencespo.hal.science/hal-03568196>

Submitted on 21 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0
International License

ETUDES AFRICAINES : L'EXOTISME EST-IL DEVENU BANAL ? DÉCENTREMENT DU REGARD, COMPARATISME ET DOXA DISCIPLINAIRE

Richard Banégas (Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France)

In : *Les Dossiers du CERI*, « Aires culturelles: pour une autre approche du politique », mai 2015

URL : <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/etudes-africaines-l-exotisme-est-il-devenu-banal-decentrement-du-regard-comparatisme-et-doxa3f99.html?D08>

Les études menées sur des terrains africains ont longtemps pâti d'une image négative d'un « africanisme » marqué par ses origines coloniales et par une certaine anthropologie culturaliste. Comme pour les autres aires culturelles, la pluridisciplinarité qui fondait l'ordre de ce savoir pouvait parfois tourner à l'autoréférencement théorique et n'ouvrait guère à la comparaison. Depuis une trentaine d'années, pourtant, de grands efforts ont été faits pour sortir les études africaines de leur ghetto institutionnel, déconstruire l'exotisme académique¹ et faire en sorte que l'on étudie les sociétés d'Afrique « comme les autres »², ce qui a produit des effets non négligeables sur leur reconnaissance académique. A l'instar d'autres *area studies*, les études africaines demeurent toutefois dans une situation précaire et ambivalente, alors même que la demande étudiante, médiatique, économique et politique ne cesse de se renforcer pour des raisons évidentes liées non seulement à l'actualité des crises et des ingérences armées mais aussi au boom des marchés émergents qui suscite un intérêt croissant pour le continent.

Délivrée à l'occasion du colloque « [Aires culturelles](#) » organisé par l'Institut des Amériques, l'INALCO et le CNRS en novembre 2014, cette

communication n'a pas la prétention de fournir un état des lieux exhaustif des études africaines en France, ni d'en proposer une lecture historiographique ou épistémologique. De nombreuses publications et initiatives institutionnelles³ ont nourri ces dernières années la réflexion générale et transdisciplinaire. Plus modestement, ce texte entend fournir un éclairage sur les rapports complexes qu'entretiennent les recherches africanistes avec la science politique française. Un éclairage partiel et sans doute aussi partial, mon point de vue étant bien sûr une « vue d'un point », fondée sur une double expérience pratique : pédagogique (au sein du master d'Etudes africaines de la Sorbonne puis des filières Afrique de Sciences Po) et éditoriale (au sein de la revue *Politique africaine*, et plus largement des éditions Karthala).

En revenant sur les dynamiques institutionnelles et le champ des publications africanistes, cette contribution s'interroge sur la position singulière des études africaines dans ce qu'il est convenu d'appeler la politique comparée et sur leur rapport à la norme disciplinaire. *In fine*, ce bref texte soulève la question des conditions de possibilité d'une science politique comparatiste qui, procédant par un décentrement du regard par le(s) Sud(s) et par le bas, aide à poser autrement la problématique lancinante de l'universalité des modèles (et des concepts) vs la singularité des trajectoires.

Un champ de recherche africaniste ?

Deux remarques liminaires

La reconnaissance académique et institutionnelle, comme toute forme de reconnaissance sociale est affaire de distinction, de classement et de jeu autour des stigmates. Comment une « communauté » peut-elle se reconnaître dans – et être reconnue par – une notion aussi connotée que celle d'africaniste ? Issu d'une ethnologie, d'une histoire et d'une science administrative auxiliaire de la conquête impériale, le terme est très largement rejeté par les chercheurs pour ses relents coloniaux. En France, sans doute plus encore qu'au Royaume-Uni, le malaise est patent en raison des liaisons dangereuses qui furent longtemps la règle entre savoir et pouvoir. Dans l'Hexagone, la constitution d'un champ de savoir spécialisé sur ce qu'on appelait auparavant l'Afrique noire répond clairement à la « nécessité d'une légitimation nouvelle de la colonisation

(...) à un moment où le bien-fondé de la mission coloniale (était) remis en cause à la fois par certaines puissances étrangères (...) et par des mouvements nationalistes »⁴. La création, en 1930, de la Société des africanistes (Sda) a permis d'établir une jonction entre le monde académique métropolitain et les « apprentis savants » coloniaux, la Sda devenant une « courroie de transmission » entre ces deux mondes interdépendants, selon la formule de Benoît de L'Estoile⁵. L'africanisme a aussi été fortement contesté pour sa conception obsolète d'un savoir globalisant, issu de la tradition orientaliste, visant à la connaissance des civilisations, ou plus exactement d'une civilisation africaine fantasmée, fondée sur l'étude privilégiée des langues, des mythes et des mentalités. Etre africaniste ne présupposait pas forcément une formation disciplinaire spécifique, mais bien plutôt une spécialisation géographique et culturelle que pouvaient revendiquer des chercheurs travaillant sur un terrain scientifiquement peu reconnu et des praticiens également marginaux mais pouvant mettre en avant leur connaissance empirique du terrain. Cette confusion des genres a longtemps été un handicap pour la reconnaissance académique. Dans le domaine de la science politique et plus spécifiquement du droit, rappelons enfin que le stigmate « africaniste » est aujourd'hui encore difficile à porter en raison des accointances de certains professeurs de droit constitutionnel avec les princes nouvellement indépendants qui ont longtemps fait appel à leurs services pour écrire ou réécrire la Constitution de leur pays.

On comprend mieux, dans ce contexte, que l'adjectif soit aujourd'hui si contesté par la plupart de ceux qui mènent leurs recherches sur le continent et préfèrent se définir comme historiens ou politistes travaillant sur les sociétés africaines, voire se présenter devant un comité de sélection de l'université ou une commission du CNRS comme comparatiste ou internationaliste avec un ancrage empirique africain. Quitte, parfois, à légitimer un positionnement extra-africain par de menues recherches sur d'autres aires, hexagonale ou européenne. Les profilages ou coloriages de postes contribuent d'ailleurs à renforcer cette tendance à la spécialisation disciplinaire ou thématique plutôt que géographique.

Aujourd'hui, ces querelles terminologiques n'ont pas disparu mais elles se sont apaisées, même si des débats de fond subsistent sur les orientations des études africaines, leur contribution à l'analyse comparatiste et leur place dans l'ordre du savoir. Les recherches africanistes des années 1990-2000 ne sont plus celles « de papa » ; elles se sont (définitivement ?) départies du complexe (post)colonial en s'insérant beaucoup mieux dans chaque champ disciplinaire et en engageant des dialogues fructueux avec d'autres études d'aires culturelles.

Ces recherches ont aussi fait éclater la vision unitaire et fantasmatique de l'« Afrique noire » véhiculée par l'africanisme d'antan. De quelle Afrique parle-t-on d'ailleurs quand on évoque les études africaines ? L'Afrique subsaharienne vient bien sûr tout de suite à l'esprit, en lieu et place de la division chromatique antérieure. Mais quel espace subsaharien ? Francophone, anglophone, lusophone ? Si le champ africaniste français est resté longtemps cantonné aux frontières de l'empire, notamment ouest-africain, il s'en est depuis largement émancipé et couvre désormais la plupart des pays du continent, notamment sur certains grands pays anglophones et lusophones⁶. Toute l'Afrique subsaharienne donc. Mais alors que dire de l'Afrique du Nord (Maghreb/Machrek), du Soudan, de la Corne de l'Afrique qui, historiquement, ont relevé d'autres zones et espaces académiques de référence – le fameux « monde arabo-musulman » – ou même de l'Ethiopie dont la connaissance s'est élaborée dans une relation de distanciation/distinction vis-à-vis de l'africanisme classique ? Et *quid* de l'Afrique atlantique, de l'Afrique en diaspora ou du panafricanisme dont l'étude aux Etats-Unis relève des *African studies* ou *Africana studies* qui englobent même souvent les *Afro-American studies* ? Aujourd'hui, tout cela fait bel et bien partie de ce vaste ensemble qui vise à analyser « les Afriques dans le monde »⁷.

Point n'est besoin d'entrer dans le détail de ces classements pseudo-géographiques et de ces frontières scientifiques qui brouillent les perceptions de l'africanisme. Héritées du grand partage colonial, ces bornes continuent de peser dans la division académique du savoir alors que les recherches les plus récentes et l'évolution même du continent tendent à les effacer. Ainsi, des relations entre Afrique du Nord et

Afrique subsaharienne qui convergent sous l'effet des dynamiques politiques, économiques, religieuses, démographiques. La disparition de Kadhafi, qui militait pour une intégration des Etats-Unis d'Afrique au sein de l'Union africaine dont il était le principal bailleur de fonds, n'a pas fait baisser l'intensité des échanges entre les deux rives du Sahara. L'effondrement de la Jamahiriya a, bien au contraire, contribué à une circulation accélérée des hommes et des armes dans la sous-région et à la déstabilisation des pays sahéliens, au premier rang desquels le Mali et le Niger. L'enjeu du djihadisme ouest-africain – d'origine algérienne faut-il le rappeler – a ainsi fait prendre conscience de l'inanité des découpages hérités de l'histoire coloniale et de l'orientalisme⁸, et contribué à rapprocher des réseaux et des traditions de recherche qui ne se mêlaient guère. Chercheurs spécialistes des sociétés du Maghreb/Machrek et africanistes autrefois cantonnés aux régions des savanes ou de la forêt réfléchissent de plus en plus souvent ensemble lors de colloques. Les échos politiques des printemps arabes qui se manifestent notamment par la diffusion d'un « dédagisme » et d'une critique politique de plus en plus affirmés au Sud du Sahara y contribuent sans doute aussi. Il faut souligner toutefois que ces rapprochements ne datent pas de la chute de Ben Ali et Moubarak. Certains laboratoires, comme le Centre d'études africaines de l'université Paris 1, devenu CEMAf puis IMAf, comptent depuis longtemps dans leurs rangs des spécialistes d'Afrique du Nord. Et la revue *Politique africaine* a, dès la fin des années 1990, réorienté en partie sa ligne éditoriale pour traiter plus systématiquement des pays du Nord du continent et encouragé le comparatisme transsaharien. Depuis lors, des dossiers spéciaux ont été publiés sur le Maroc, l'Egypte, la Tunisie, la Libye et le seront bientôt sur l'Algérie. Mentionnons également la création très récente à l'université Mohammed VI de Rabat d'une Chaire d'études africaines comparées, animée par Jean-François Bayart, qui témoigne d'un tropisme subsaharien de plus en plus affirmé du royaume chérifien et d'une intégration croissante des perspectives africanistes, maghrébines et comparatistes.

Le renouveau des études africaines

Comparées à celles d'autres pays occidentaux, les recherches françaises en sciences sociales sur l'Afrique ont été et demeurent importantes :

toutes disciplines confondues, elles regroupent plusieurs centaines de chercheurs et enseignants-chercheurs ; peuvent s'appuyer sur des centres de recherche et des revues internationalement reconnus et disposent de bibliothèques spécialisées, etc. En 2003, pourtant, un rapport commandé par le CNRS à Dominique Darbon⁹ tirait la sonnette d'alarme : reconnaissant l'ampleur et le dynamisme des études africaines dans l'Hexagone, il en pointait néanmoins les fragilités institutionnelles, les incohérences thématiques et conclut à l'absence d'une communauté africaniste en raison de l'éclatement des sites, de la diversité des approches et de la faible consistance épistémologique de l'ensemble. Ce constat critique et lucide a suscité de fortes réactions et une mobilisation inédite de ladite communauté qui, par diverses initiatives, cherchait à montrer son dynamisme aux organismes de tutelle.

Au CNRS et dans les universités, en effet, le temps est aux réformes de structure : depuis la fin des années 1990, on pousse au regroupement des unités de recherche, à la mutualisation des moyens (en baisse) et l'on s'interroge sur l'utilité même des études sur les aires culturelles. Un premier mouvement de concentration s'est engagé en 1997-1998 au sein de l'université Paris 1 où l'historique Centre d'études africaines a fusionné avec une petite unité de politistes-constitutionnalistes (le Centre d'études juridiques et politiques des mondes africains) et un laboratoire d'anthropologues du droit (le LAJP, animé par Etienne Leroy) pour devenir une nouvelle UMR baptisée Mutations africaines dans la longue durée (MALD). Quelques années plus tard, en 2004, ce MALD a lui-même fusionné avec l'Institut d'études africaines d'Aix-en-Provence, composé surtout d'historiens, et une petite unité d'ethnologues de l'EPHE (Systèmes de pensée en Afrique noire pour devenir le Centre d'études des mondes africains (CEMAf). Un processus de « fusion-acquisition » qui se poursuit jusqu'en janvier 2014 où un énième regroupement avec le Centre d'études africaines de l'EHESS et le Centre d'histoire sociale de l'islam méditerranéen donne naissance à l'Institut des mondes africains (IMAf). Une dynamique analogue s'engage en région Aquitaine après d'âpres débats sur la pertinence du maintien d'un laboratoire africaniste pluridisciplinaire ou de créer plutôt une UMR en science politique comparatiste. La première option ayant eu le

dessus, le CREPAO de Pau et de petites unités africanistes dispersées dans les UFR bordelaises de lettres, de géographie, de droit se réunissent en 2011 autour du quinquagénaire Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN) pour constituer une nouvelle et ambitieuse UMR baptisée Les Afriques dans le monde.

Au-delà les effets de contrainte institutionnelle et du souci de rationalisation bureaucratique, ces mouvements de concentration sont l'occasion d'une réflexion profonde et collective sur le sens à donner aux études africaines. Historiens, politistes et anthropologues explicitent leur posture à la fois vis-à-vis de leurs disciplines respectives et de leurs terrains, en se démarquant de tout isolationnisme culturel et en proclamant leur attachement à une vision des Afriques ouverte sur le monde. En témoigne la citation de Jean-Pierre Chrétien que le LAM met en exergue de son projet scientifique : « L'Afrique est partie prenante du monde atlantique, du monde méditerranéen, des espaces arabe, indien et indonésien. Ce n'est pas une "aire culturelle", c'est un espace continental construit historiquement, c'est-à-dire économiquement, socialement et culturellement. Cette "invention" a son histoire. Mais elle ne se joue pas seulement dans le regard des observateurs, fussent-ils africains, elle se joue au quotidien, et alors les espaces se démultiplient du plus "universel" au plus "singulier", dans le cadre d'une histoire "sociale" au sens le plus englobant, une histoire de la construction des liens sociaux de toute nature et des formes d'identités et de vision du monde qui s'y rattachent »¹⁰.

Cette réflexion collective va également se développer sous l'impulsion du CNRS qui, sur la base du rapport Darbon¹¹, a incité la création d'un Réseau thématique pluridisciplinaire (RTP) sur l'Afrique. Ce RTP organise en 2006 les premières Rencontres des études africaines en France (REAF), qui ont vocation à faire un « état des lieux et des savoirs », mais aussi à « affermir cette communauté d'intérêts » que constituent les chercheurs travaillant sur les mondes africains, lesquels ne se reconnaissent pas forcément dans le terme contesté d'africanistes mais partagent des préoccupations liées « aux spécificités des terrains, aux formes d'acquisitions de connaissances spécialisées, aux filières de formation et à des bibliothèques (au sens matériel et référentiel du

terme) communes »¹². Le succès de cette première édition où le dynamisme des études africaines donne un coup de fouet à ces dernières. Depuis lors, le succès ne s'est pas démenti avec deux autres Rencontres nationales qui se sont tenues à Bordeaux (en 2010 et 2014), réunissant des centaines de participants. Dans la foulée de ces initiatives, un Groupement d'intérêt scientifique (GIS) a même été créé sous l'égide du CNRS, regroupant toutes les unités de recherche et d'enseignement qui, en France, touchent de près ou de loin aux mondes africains. Couronnement de ce renouveau institutionnel et scientifique, le grand congrès européen des études africaines ([European Conference in African Studies](#)) organisé conjointement par l'Imaf, le LAM et le GIS Afrique se tiendra en juin 2015 à Paris.

Ce renouveau se mesure également au dynamisme des jeunes chercheurs engagés dans le champ. Ces dix dernières années, des associations de doctorants et d'étudiants de masters en études africaines se sont constituées et ont lancé de formidables initiatives collectives. Ainsi, le Giraf (Groupe d'initiatives et de recherche sur l'Afrique), lancé sur un mode potache par une joyeuse bande de copains de la Sorbonne, est devenu le creuset d'une nouvelle génération africanistes et le tremplin de belles carrières académiques et professionnelles. Après les expériences du RTP, ces associations regroupées à l'échelle nationale ont elles-mêmes organisé leur propres Journées annuelles des jeunes chercheurs en études africaines (JCEA), dont la [deuxième édition](#) s'est tenue à Paris en octobre 2014. Le nombre de panels (23 sur deux jours !) et de participants, la diversité des problématiques abordées ont témoigné non seulement de la vitalité de ces jeunes études africaines mais également d'un renouvellement intéressant des objets de recherche. Ce renouveau se mesure aussi au sein des associations professionnelles comme l'Association des chercheurs de *Politique africaine* dont la moyenne d'âge a fortement baissé ces dix dernières années avec l'arrivée régulière de nouveaux entrants. La revue, dirigée depuis 2012 par la nouvelle génération, soutient d'ailleurs les projets et les publications des jeunes chercheurs par l'organisation régulière d'ateliers d'écriture, y compris en Afrique.

Enfin, le renouveau des études africaines hexagonales se manifeste par son internationalisation croissante. L'Europe est désormais l'horizon des laboratoires qui participent au processus d'intégration en réseau de l'AEGIS¹³ ; les partenariats bilatéraux et multilatéraux ne cessent de se densifier y compris par la constitution de formations en mobilité entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique du Nord (Programme Erasmus Mundus avec l'Afrique du Sud ou le Joint African Studies Program de l'université Paris 1, Columbia University et bientôt Sciences Po) ; les Ecoles d'été de formation à la recherche se multiplient entre Niamey, Rabat et la baie de Naples (Procida), entre autres.

Cultiver le bout du champ

D'où vient alors cette impression que les études africaines demeurent malgré tout fragiles et relativement marginales dans le champ académique français ? Sans doute des faibles perspectives d'insertion professionnelle des jeunes chercheurs susmentionnés. Si l'on s'en tient à la science politique, on peut constater que hormis à quelques rares exceptions près les recrutements d'africanistes dans les grands organismes de recherche (CNRS et IRD) sont en déclin constant. Et que dire des universités où les postes de maître de conférence et de professeur « fléchés » Afrique sont quasi inexistants ? Malgré une forte demande étudiante¹⁴, les filières d'enseignement spécialisées sont menacées par les coupes budgétaires, les réformes à répétition ou, plus largement, une vision étroitement utilitariste des approches disciplinaires. Les enquêtes de terrain sont de plus en plus contraintes par les enjeux sécuritaires et par les directives institutionnelles en matière de gestion des risques qui, sous forme d'injonctions culpabilisantes des organismes de tutelle, empêchent la moindre initiative de recherche dans des zones dites sensibles.

Le secteur éditorial spécialisé connaît également de grandes difficultés, comme en témoignent les éditions Karthala, qui parviennent difficilement à équilibrer leurs comptes, ou la revue *Politique africaine* qui survit, depuis des années, sans aucun moyen financier ni secrétariat de rédaction institutionnel. Les instituts français de recherche en Afrique (IFAS à Johannesburg, IFRA à Nairobi et à Ibadan, CFEE à Addis Abeba, CEDEJ au Caire et à Karthoum, IRMC à Tunis, CJB à

Rabat), qui ont formé tant de chercheurs de terrain, sont actuellement contraints par leur ministère de tutelle (Affaires étrangères) de revoir leurs effectifs et leur budget à la baisse. Les derniers arbitrages ont permis de sauver l'essentiel, mais leur maintien dans des pays aussi stratégiques aujourd'hui que le Nigeria ou l'Éthiopie suscite des débats.

En fait, pour mieux comprendre ces paradoxes d'une recherche africaniste en plein essor mais structurellement fragile, il faut dépasser ces banals constats institutionnels et budgétaires pour pénétrer plus avant dans les relations que les études africaines entretiennent avec l'ordre disciplinaire et le comparatisme. Pour s'en tenir ici à la science politique, on peut souligner que ces relations sont depuis longtemps marquées du sceau de l'ambivalence. À l'opposé de l'anthropologie qui s'est constituée en discipline dans un rapport privilégié aux terrains exotiques, notamment africains, la science politique s'est affirmée dans le champ des sciences sociales avec un très fort tropisme occidental. Les méthodologies employées par la politique comparée classique, d'inspiration nord-américaine marginalisaient de fait les travaux africanistes peu férus des perspectives institutionnalistes et/ou quantitativistes en vigueur dans ce champ.

Fécondé par la sociologie historique, le nouveau comparatisme français qui s'est développé à partir des années 1980, notamment autour de Guy Hermet, s'est certes ouvert plus largement au vent du large, mais il a continué de cantonner l'analyse des sociétés africaines à celle des « dynamiques orphelines »¹⁵ ou à l'« universalisation manquée » de l'« Etat importé »¹⁶. Les débats qui opposèrent Bertrand Badie à Jean-François Bayart sur cette fameuse question de l'historicité de l'Etat¹⁷ ont au moins eu la vertu de mettre en lumière ces apories héritées du développementalisme. La publication de *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*¹⁸ et l'implication croissante de Jean-François Bayart, Denis-Constant Martin, Christian Coulon, Jean-François Médard, René Otayek et d'autres spécialistes de l'Afrique dans la sociologie politique comparée et les débats disciplinaires ont aidé à dépasser cet européocentrisme et poussé au décloisonnement de la science politique française. Reste que celle-ci demeure encore assez majoritairement hexagonale.

Cet état de fait a sans doute aussi à voir avec la façon dont les études africaines ont pris leur essor en science politique. Rappelons en effet qu'au tournant des années 1970-1980 la constitution d'un sous-champ d'analyse du politique en Afrique s'est fondée sur une double rupture : d'une part, une rébellion institutionnelle de quelques jeunes politistes vis-à-vis des professeurs de droit constitutionnel qui dominaient la scène en jouant de leur double casquette de mandarins et de conseillers des princes postcoloniaux ; d'autre part, une distanciation vis-à-vis des approches classiques de la science politique institutionnaliste et de la sociologie hexagonale. Le déplacement du regard qui s'est opéré alors vers les « objets politiques non identifiés »¹⁹ et le politique par le bas²⁰ a notablement renouvelé les perspectives d'analyse du politique en Afrique et ailleurs. Il a aussi contribué indirectement à maintenir les études africaines dans les marges d'une science politique focalisée sur des objets plus classiques et considérés comme légitimes. Tel est sans doute un des paradoxes de ce courant qui a donné une très forte visibilité/reconnaissance aux recherches menées sur les terrains africains tout en confortant sa marginalité relative dans l'ordre disciplinaire.

Une anecdote illustre assez bien cette position ambiguë. En 2008, les revues de sciences sociales françaises ont été soumises à un processus d'évaluation par feu l'AERES qui a établi un classement en trois catégories : « A » pour les revues à comité de lecture de stature internationale, « B » pour les très bonnes ou excellentes revues à comité de lecture et « C » pour toutes celles qui pour une raison ou une autre ne pouvaient y prétendre. *Politique africaine* a eu le grand honneur de se voir classée « A » en science politique, en compagnie de six revues dites généralistes (*Revue française de science politique*, *Politix*, *Genèses*, *Critique internationale*, *Raisons politiques*, *Politique et management public*). L'équipe de rédaction, à laquelle j'appartenais a été très flattée de voir sa revue ainsi honorée, seul périodique d'area studies aux côtés de revues considérées comme « centrales dans la discipline » par les experts de l'agence de notation mais l'enthousiasme est vite retombé lorsque nous nous sommes aperçus que cette évaluation maximale avait été acquise en science politique par un subtil

jeu d'homogénéisation interne : la revue ayant obtenu un A en anthropologie et un B en science politique, la note la plus élevée avait été retenue. Au-delà de l'absurdité de tels classements (abandonnés après une intense mobilisation y compris des revues de rang A), l'épisode est symptomatique d'une vision des sciences sociales qui considère que les terrains dits exotiques relèvent d'abord et avant tout de l'anthropologie (alors qu'en l'occurrence la revue est clairement une publication « politiste ») et qui exclut *de facto* des domaines « centraux de la discipline », en l'occurrence la science politique, toute recherche non hexagonale ou occidentalocentrée.

En vérité, les rapports entre les études africaines et la *doxa* disciplinaire ne sont pas aussi simplistes. Ils varient fortement selon les institutions et les sous-champs de la science politique. Comme indiqué plus haut, les études africaines d'aujourd'hui n'ont plus grand-chose à voir avec l'africanisme d'antan, marqué par un double biais culturaliste et développementaliste, et soumis à un tropisme pluridisciplinaire qui confinait souvent à l'a-disciplinarité. Depuis une trentaine d'années, les recherches menées en science politique sur des terrains africains – tout comme en histoire, en économie, en sociologie ou en anthropologie – ont au contraire affirmé leur ancrage disciplinaire, leur rigueur conceptuelle et leur ouverture à d'autres espaces. Sur les thématiques de l'Etat, de la démocratisation et de la citoyenneté, du clientélisme, de la guerre et de la violence, des politiques publiques (de la ville, de la santé, de l'environnement, etc.), des discriminations générationnelles ou de genre, de l'invisibilisation des subalternes, des mobilisations collectives et du militantisme, des identités sociales, de l'autochtonie, du nationalisme, etc., et bien d'autres sujets importants de la science politique contemporaine, les études africaines ont apporté ces vingt dernières années des contributions majeures. Certaines notions (politique du ventre, privatisation des Etats, ethnicité morale, milicianisation des armées et des sociétés), nées sur le continent, ont fécondé l'ensemble des sciences sociales. Par effet de miroir, ces recherches ont sans doute aussi contribué à renouveler le regard porté sur le politique en France et en Europe²¹.

De fait, on peut considérer que les études africaines sont

progressivement sorties de leur ghetto géographique et académique. La bataille a été longue pour échapper à l'insularité des aires culturelles ; il a fallu du temps pour « comprendre que les sociétés africaines sont « comme les autres », [pour] penser leur banalité et, singulièrement, leur banalité politique »²². Si l'exotisme n'est pas devenu banal dans le paysage des sciences sociales françaises, le processus est largement avancé. Au-delà les effets de convergence susmentionnés, cela tient sans doute à la façon dont les études politiques africaines ont d'emblée tenté de penser simultanément l'universalité dans l'historicité et l'historicité dans l'extraversion. Posture méthodologique et épistémologique périlleuse certes, mais qui a sans doute permis d'insérer l'Afrique dans des conversations globales et de promouvoir un comparatisme situé et historicisé²³.

Les études africaines sont aujourd'hui pleinement ancrées dans ce double horizon de la comparaison et d'une histoire « connectée » qui, de plus en plus, considère qu'il faut envisager les savoirs « à parts égales »²⁴. Cette évolution n'est bien sûr pas sans lien avec celle du monde et de la place qu'y tient l'Afrique²⁵. On note depuis quelques années une demande croissante de connaissances et une inflation des recherches sur le continent. Les crises politiques, sécuritaires et sanitaires que connaissent l'Afrique de l'Ouest, la Corne de l'Afrique ou l'Afrique centrale y sont évidemment pour beaucoup. Les prévisions de croissance du continent, le boom des économies et des classes moyennes, les dynamiques de l'urbanisation et de l'émergence y contribuent également. « Nouvelle Frontière » de l'économie globalisée, l'Afrique l'est aussi pour les sciences sociales où émergent et s'élaborent nombre de nouveaux paradigmes. Le *New Scramble for Africa* – qui voit les grandes puissances s'engager dans une nouvelle compétition pour les ressources du continent – est, à bien des égards, académique. Dans ce contexte, le risque pour les études africaines réside moins dans leur marginalisation que dans leur « normalisation-banalisation » dans des paradigmes *mainstream* de plus en plus globalisés (la diffusion planétaire des fadaises sur les « Etats fragiles » ou sur « les-classes-moyennes-vecteurs-du-pluralisme »). La contractualisation croissante de la recherche fait que nombre de chercheurs sont souvent tentés de

reprendre à leur compte, sans guère de recul critique, les problématiques et les concepts promus par les agences internationales et l'industrie du développement. Aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, l'hégémonie du paradigme du rational choice conduit également les études africaines à se couler dans le moule dé-historicisant des méthodes quantitatives, gage de scientificité.

Pour éviter ce piège de la *doxa*, il convient sans doute de continuer à travailler en « coupé-décalé » sur nos terrains respectifs (en Afrique et ailleurs), en cultivant l'art de la marge qui, comme l'écrivait Christian Coulon, est inconfortable certes mais possède aussi d'incontestables vertus heuristiques : « les aires culturelles, écrivait-il, ne sont plus alors un champ clos, figé dans un particularisme, mais une *talvera*, terme occitan qui désigne le bout du champ, bout quelquefois non cultivé mais souvent cultivé autrement, et qui, de toutes façons, doit être traversé pour pouvoir labourer »²⁶.

-
- [1.](#) Le titre de cette contribution est un clin d'œil amical à Christian Coulon dont l'article paru dans *Politique africaine* en 1997 (« L'exotisme peut-il être banal ? L'expérience de Politique africaine », n° 65, pp. 77-95) a inspiré une partie de notre aventure collective « polafienne » et nourri les débats avec des générations d'étudiants de la Sorbonne et de Sciences Po.
 - [2.](#) Comme y invitait Jean-François Bayart dans l'introduction de *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (rééd. 2006).
 - [3.](#) Notamment l'organisation des Réseaux thématiques pluridisciplinaires (RTP) Afrique devenus un Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Afrique en 2014 (*cf. infra*). Le conseil scientifique du GIS est actuellement en train de rédiger un Livre blanc qui fera une synthèse actualisée des études africaines en France.
 - [4.](#) Benoît de L'Estoile, « "Africanisme" et "Africanism". Esquisse de comparaison franco-britannique », in Anne Piriou, Emmanuelle Sibeud (dirs), *L'Africanisme en question*, Paris, Centre d'études africaines-EHESS, 1997, p. 28.
 - [5.](#) *Ibid.* p. 30.
 - [6.](#) Citons pour exemple et pour mémoire les travaux de feu Christine Messiant sur l'Angola et la revue *Lusotopie* animée entre autres par Michel Cahen.
 - [7.](#) Il est significatif qu'un des principaux centres de recherche sur le continent, l'ex-Centre d'études d'Afrique noire de Sciences Po Bordeaux se soit rebaptisé ainsi à l'occasion des réformes d'intégration intercentres soutenues par le CNRS (*cf. infra*).
 - [8.](#) Des découpages académiques tout autant que diplomatiques et administratifs, comme en témoigne l'organigramme du ministère des Affaires étrangères où sont reproduites les frontières entre la Direction de l'Afrique et de l'Océan indien d'un côté et celle de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de l'autre.
 - [9.](#) Dominique Darbon et Christophe Jaffrelot, *La recherche sur les aires régionales en science politique. Bilan et perspectives*, CNRS, 2003.
 - [10.](#) Jean-Pierre. Chrétien, « Pourquoi l'Afrique, pourquoi l'histoire ? », *Afrique & Histoire*, 2003, n° 1, p. 7.
 - [11.](#) Dominique Darbon et Christophe Jaffrelot, *op. cit.*

- [12.](#) Appel à contribution, RTP Etudes africaines, Rencontres du 29-30 novembre et 1^{er} décembre 2006, *Etudes africaines : état des lieux et des savoirs*, Paris, CNRS.
- [13.](#) L'Africa-Europe Group for Interdisciplinary Studies est la structure fédérative qui regroupe tous les grandes unités de recherche sur l'Afrique en Europe. L'AEGIS organise tous les deux ans une grande Conférence européenne des études africaines (ECAS). En juillet 2015, elle se tiendra à [Paris](#).
- [14.](#) A Sciences Po, la filière Afrique des masters de l'Ecole des affaires internationales compte plus de 200 étudiants inscrits, auxquels il faut ajouter les 136 étudiants du nouveau Programme Europe-Afrique de premier cycle. Les passerelles entre les deux niveaux et vers les filières recherche de l'Ecole doctorale n'existent malheureusement pas encore.
- [15.](#) Guy Hermet, Bertrand Badie, *Politique comparée*, Paris, Presses universitaires de France, 1990 (1^{ère} édition), pp. 231 et s.
- [16.](#) Bertrand Badie, *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992 (3^e partie).
- [17.](#) Voir Jean-François Bayart, « L'historicité de l'Etat importé », *Les Cahiers du CERI*, n° 15, 1996 et Jean-François Bayart (dir.), *La Greffe de l'Etat*, Paris, Karthala, 1996.
- [18.](#) Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (réed. 2006).
- [19.](#) Voir Denis-Constant Martin, *Sur la piste des OPNI*, Paris, Karthala, 2002.
- [20.](#) Voir *Politique africaine*, « La politique en Afrique : le haut et le bas », n° 1, janvier 1981.
- [21.](#) Voir Georges Balandier, *Le Détour. Pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, 1985 et Marc Abéles, *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989.
- [22.](#) « Voilà [poursuivait Jean-François Bayart en introduction de *L'Etat en Afrique*] ce qu'un siècle d'africanisme n'a guère facilité en dépit de la masse considérable de connaissances qu'il a engrangées », Jean-François Bayart, *L'Etat en Afrique, op. cit.*, p. 19.
- [23.](#) Jean-François Bayart, « Comparer en France », *Politix*, n° 83, 2008, pp. 205-232.
- [24.](#) Romain Bertrand, *L'Histoire à parts égales. Récits d'une rencontre, Orient-Occident (XVI^e-XVII^e siècle)*, Paris, Seuil, 2011.
- [25.](#) James Ferguson, *Global Shadows. Africa in the Neoliberal World Order*, Durham, Duke University Press, 2006.
- [26.](#) Christian Coulon, « L'exotisme peut-il être banal ? L'expérience de Politique africaine », *art. cit.*, p. 95.